

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°09 – septembre 2025

Sommaire

Le chiffre à retenir

Transition Ecologique & Energétique

1. Transition énergétique : publication du rapport d'audit et d'un plan en dix points du ministère de l'Economie allemand
2. Paquet de mesures annoncé pour réduire les prix de l'énergie
3. Le gouvernement fédéral souhaite interdire les forages gaziers dans les aires maritimes protégées
4. L'Allemagne publie ses chiffres de financement climatique international pour 2024
5. Éolien terrestre: résultats des appels d'offres du 1er août 2025
6. Deuxième phase du Plan d'action pour des solutions fondées sur la nature

Transports

1. Evelyn Palla devient la première femme à diriger la Deutsche Bahn
2. Le Deutschlandticket passera à 63 € par mois à partir de janvier 2026
3. Débat dans la coalition sur le financement des autoroutes
4. Présentation de la politique ferroviaire du gouvernement

Entreprises & International

1. La fédération de l'industrie automobile réagit à la réduction des droits de douane additionnels américains sur les importations de voitures
2. Sommet de la construction mécanique: les droits de douane sur l'acier inquiètent le secteur des machines-outils
3. Le gouvernement allemand souhaite assouplir la loi nationale sur le devoir de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement

4. Transposition en droit allemand de la directive relative à la publication d'informations sur le développement durable par les entreprises (CSRD)
5. Sommet de la Fédération allemande de l'industrie chimique (VCI) : soutien du gouvernement allemand à l'industrie chimique et pharmaceutique
6. Ursula von der Leyen discute de la compétitivité européenne avec les fédérations économiques allemandes
7. L'IAA Mobility 2025 à Munich
8. Congrès annuel des filiales françaises

Numérique & Innovation

1. OpenAI et SAP annoncent un partenariat pour introduire ChatGPT dans l'administration allemande à partir de 2026
2. N8n : nouvelle licorne allemande de l'IA
3. Boom des startups allemandes dans le secteur de la défense
4. La French Tech Germany Awards Ceremony à Düsseldorf

[_Toc211270435](#)

Le chiffre à retenir

100 000

C'est le nombre d'emplois qui pourraient être supprimés d'ici 2030 dans la filière automobile, alors que les constructeurs et équipementiers automobiles ont déjà perdu 55 000 emplois entre 2019 et 2024.

Transition Ecologique & Energétique

1. Transition énergétique : publication du rapport d'audit et d'un plan en dix points du ministère de l'Economie allemand

Le rapport d'audit sur la transition énergétique intitulé « *Rendre la transition énergétique efficace* », commandé cet été par la ministre de l'Économie et de l'Énergie, Katharina REICHE (CDU) et prévu par l'accord de coalition, a été publié le 15 septembre 2025. L'objectif de cette étude, réalisée par l'Institut d'économie de l'énergie de Cologne (EWI) et le cabinet de conseil BET était de revérifier « *les besoins en électricité [...], l'état de la sécurité d'approvisionnement, de l'extension du réseau, du développement des énergies renouvelables, de la numérisation et de la montée en puissance de l'hydrogène* », afin de constituer une base pour la politique énergétique future. Si l'étude se veut plutôt positive, bien que nuancée sur l'état d'avancement de la transition énergétique en Allemagne, elle prévoit une demande en électricité à horizon 2030 inférieure aux estimations actées jusqu'à présent (entre 600 et 700 TWh contre 750 TWh initialement estimés à horizon 2030). Concomitamment à cet audit, la ministre a présenté un plan en dix points. Se basant sur l'échelle basse de prévision de consommation (600 TWh), le plan de la ministre Reiche diverge en partie du rapport et insiste

sur le fait qu'une énergie abordable nécessite notamment « *d'avantage de marché [et] une plus grande ouverture technologique* ». Il prévoit notamment la suppression du tarif d'achat, dont bénéficient les petites installations photovoltaïques ou la suppression de la définition stricte de l'hydrogène « vert », l'hydrogène bas-carbone devant être traité « *sur un [même] pied d'égalité* » (Source : [rapport EWI](#) et [BMW E](#)).

2. Paquet de mesures annoncé pour réduire les prix de l'énergie

Le gouvernement fédéral allemand a annoncé, le 3 septembre, un paquet de mesures visant à réduire les prix de l'énergie. Les mesures suivantes sont, entre autres, prévues : (1) la prolongation de la réduction de la taxe sur l'électricité au minimum européen (0,05 cts/kWh contre 2,05 cts/kWh auparavant) pour les entreprises du secteur manufacturier, agricole et sylvicole (environ 600 000 entreprises concernées) alors que la réduction devait initialement expirer fin 2025; (2) la baisse des tarifs d'utilisation des réseaux de transport pour tous les consommateurs via une subvention de 6,5 Md€ par an à compter de 2026 à la charge du Fonds pour le climat et la transformation (KTF); (3) la suppression de la taxe sur le stockage du gaz à partir de 2026. Le dispositif annoncé de subventionnement du prix de l'électricité pour les industries écono-intensives, rendu possible dans le cadre du CISAF (Clean Industrial Deal State Aid Framework), n'a pas encore été publié, même si la Ministre REICHE a annoncé sa finalisation d'ici la fin de l'année. Pour rappel, le budget pour l'année 2026 devrait être adopté fin novembre (Source : [BME](#)).

3. Le gouvernement fédéral souhaite interdire les forages gaziers dans les aires maritimes protégées

Le gouvernement fédéral allemand entend renforcer la protection de la mer du Nord et de la Baltique en interdisant

les forages pétroliers et gaziers dans les aires marines protégées situées dans la zone économique exclusive allemande. Le ministre fédéral de l'Environnement et du Climat, Carsten Schneider (SPD), a présenté le 3 septembre en conseil des ministres un projet de loi modifiant la loi fédérale sur la protection de la nature (BNatSchG) pour y inscrire cette interdiction. Cette initiative s'inscrit dans le contexte d'un accord entre l'Allemagne et les Pays-Bas, dit « accord d'unitarisation », relatif à l'exploitation transfrontalière de gisements de gaz, notamment au large de l'île de Borkum. Le ministère de l'Environnement allemand avait conditionné son approbation à l'exclusion totale des aires protégées de ces projets. Le projet de loi prévoit désormais que seules les extractions de sable et de gravier pourront continuer à bénéficier d'exemptions limitées. Il maintient cependant la possibilité d'accorder, dans certains cas, des dérogations pour « motifs d'intérêt public majeurs ». (Source : [CP du BMUKN](#))

4. L'Allemagne publie ses chiffres de financement climatique international pour 2024

Le ministère fédéral de l'Environnement (BMUKN) et le ministère de la Coopération économique et du Développement (BMZ) ont annoncé que la contribution allemande à la finance climat pour les pays en développement s'est élevée à 11,8 Mrd € en 2024. Sur ce total, 6,11 Mrd € proviennent de fonds publics issus du budget fédéral, dont 2,84 Mrd pour l'adaptation. Le BMZ en représente 79 %, soutenant notamment le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les partenariats climatiques. Le reste est mobilisé via l'Initiative internationale pour la protection du climat (IKI). L'Allemagne a également presque atteint son objectif de 1,5 Mrd € pour la biodiversité, finançant plus de 900 aires protégées à travers le monde. Les 5,7 Mrd € restants proviennent de financements additionnels : 4,6 Mrd sous forme de prêts de la banque publique allemande

d'investissement KfW et de sa filiale DEG, destinés à des projets en Inde, Indonésie, Afrique du Sud ou au Mexique, et 1 Mrd € de capitaux privés mobilisés pour la première fois à cette échelle. (Source : [CP du BMUKN](#))

5. Éolien terrestre : résultats des appels d'offres du 1er août 2025

Le 24 septembre, l'Agence fédérale allemande des réseaux (BNetzA) a publié les résultats des appels d'offres éoliens terrestres du 1^{er} août 2025 : 604 offres d'une capacité de 5 739 MW ont été déposées pour un volume proposé de 3 443 MW lors de l'appel d'offres. Le prix moyen de référence des offres retenues s'élevait à 65,7 €/MWh, contre 68,3 €/MWh au tour précédent. Les projets retenus se situaient principalement dans le nord de l'Allemagne (Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Basse-Saxe et Brandebourg), suivi de la Bavière en quatrième position. S'il s'agit de la cinquième session d'appel d'offres éolien terrestre sursouscrite consécutivement et que le nombre d'autorisations progressent dans le secteur, offrant une nouvelle dynamique, le développement éolien terrestre progresserait encore trop lentement pour atteindre l'objectif de capacité installée de 115 GW à horizon 2030, inscrit dans la loi allemande pour les énergies renouvelables (EEG) (Source : [BNetzA](#)).

6. Deuxième phase du Plan d'action pour des solutions fondées sur la nature

Le ministre fédéral de l'Environnement, Carsten Schneider, a présenté une nouvelle version du Plan d'action pour des solutions fondées sur la nature (ANK), qui entre dans sa deuxième phase de mise en œuvre. Ce Plan vise à restaurer le rôle des forêts, tourbières et sols comme puits de carbone et à renforcer leur capacité à atténuer les effets du changement climatique. Doté de 821 M d'euros en 2026, puis plus d'un Mrd d'euros par an à partir de 2028, le plan

comprend 41 mesures destinées à réduire 77 M de tonnes de CO₂ d'ici 2045. Les priorités portent sur la diversification et la résilience des forêts, la réhumidification des tourbières et la préservation des sols agricoles, avec un accent sur la coopération avec les acteurs du monde rural. (Source : [CP du BMUKN](#))

Transports

1. Evelyn Palla devient la première femme à diriger la Deutsche Bahn

Le 22 septembre, le ministre fédéral des transports Patrick Schnieder a nommé Evelyn Palla à la tête de la Deutsche Bahn, remplaçant Richard Lutz limogé en août (voir veille de l'été). Celle-ci n'est pas inconnue du secteur ferroviaire puisqu'elle dirigeait depuis 2022 DB Regio, la filiale du groupe dédiée au transport régional. Sa nomination a été bien accueillie mais contestée par le syndicat EVG lors du vote au conseil de surveillance de la DB le 23 septembre. Les cheminots protestaient contre la nomination de Dirk Rompf à la tête de DB Infrago (la filiale infrastructure du groupe). Ce dernier, directeur de DB Netz AG (ancêtre de DB Infrago) entre 2014 et 2019, était accusé par le syndicat d'avoir mené une politique d'austérité le rendant « *partiellement responsable de la situation actuelle* » du rail allemand. Face aux protestations, D. Rompf a renoncé au poste, et l'ancien président de DB Infrago Philipp Nagl a été reconduit. Le vote de EVG n'a cependant pas empêché la validation de la nomination d'Evelyn Palla qui est depuis le 1er octobre à la tête du rail allemand.

2. Le Deutschlandticket passera à 63 € par mois à partir de janvier 2026

Le 18 septembre, les ministres des Transports des Länder se sont réunis pour une conférence extraordinaire afin de décider du sort du Deutschlandticket. Ils ont décidé à l'unanimité une

augmentation de son prix mensuel qui doit passer en janvier prochain de 58 € à 63 € par mois. Cette hausse s'inscrit dans un contexte de différend financier entre l'État fédéral et les Länder, chacun contribuant au financement du ticket à hauteur de 1,5 Mrd € par an (voir veille du mois de juin). Le point crucial des négociations était de savoir comment compenser les coûts supplémentaires attendus pour les entreprises de transport, prévus à 800 M € dès 2026 selon l'Association des entreprises de transport allemandes (VDV). Certains voient dans cette décision une rupture de la promesse de l'accord de coalition de n'augmenter le prix pour les usagers qu'à partir de 2029. Elle doit encore faire l'objet d'une validation par le Bundesrat.

3. Débat dans la coalition sur le financement des autoroutes

Un différend a opposé le ministre fédéral des Transports Patrick Schnieder (CDU) et son collègue le ministre fédéral des finances et vice-chancelier Lars Klingbeil (SPD). En cause : le ministère des Transports estime qu'il manque 15 Mrd € pour les routes nationales et les autoroutes dans la planification financière adoptée jusqu'en 2029. Il se fonde sur un rapport rendu par la société en charge de l'entretien et de la construction des autoroutes Autobahn GmbH selon lequel de nombreux projets d'extension ou de construction de nouvelles routes seraient menacés. L. Klingbeil a répondu à son collègue dans une lettre rendue publique qu'au lieu de demander encore plus d'argent, P. Schnieder devrait d'abord veiller à ce que les fonds soient effectivement utilisés, le priant de « l'informer de l'état d'avancement de la procédure concernant la loi sur l'accélération des infrastructures, qui est urgente et nécessaire ». Il a également rappelé le principe inscrit dans l'accord de coalition « entretenir avant de construire ».

4. Présentation de la politique ferroviaire du gouvernement

En plus de la nomination d'Evelyn Palla, Patrick Schnieder a également dévoilé le 22 septembre son [Agenda pour des clients satisfaits sur le rail](#). Celui-ci fixe comme objectif à la Deutsche Bahn (DB) d'atteindre un taux de ponctualité d'au moins 70 % d'ici 2029 dans le trafic longue distance et 90 % à long terme (ce taux est aujourd'hui à moins de 60 %). L'objectif est donc revu à la baisse puisque la DB visait jusqu'à présent un taux de ponctualité de 75 à 80 % de ponctualité d'ici 2027. Pour y parvenir, l'Agenda dévoile un calendrier de réformes : la réforme du système de tarification des sillons, un plan de numérisation du rail ainsi qu'un plan d'infrastructure pluriannuel doivent notamment être présentés en 2026. La rénovation générale du réseau ferré doit se poursuivre et 10 Mrd € doivent être investis dans la numérisation du rail d'ici 2029. En outre, la séparation entre gestion d'infrastructure et exploitation du rail doit être mieux marquée au sein du groupe DB : les bénéfices de DB Infrago doivent être exclusivement consacrés à la rénovation urgente des infrastructures.

Entreprises & International

1. La fédération de l'industrie automobile réagit à la réduction des droits de douane additionnels américains sur les importations de voitures

Hildegard Müller, présidente de la VDA (fédération de l'industrie automobile), a salué dans un [communiqué](#) (25/09) la décision des Etats-Unis de réduire rétroactivement les droits de douane additionnels sur les importations de voitures européennes (15% au lieu de 27,5%). Elle souligne toutefois que ces droits constituent toujours un « défi notable », d'autant qu'ils s'ajoutent aux

droits additionnels sur l'acier et l'aluminium. Elle appelle l'UE à œuvrer pour de la coopération réglementaire avec les Etats-Unis et à améliorer la compétitivité européenne, notamment à travers des accords de libre-échange et de partenariats sur les matières premières.

2. Sommet de la construction mécanique : les droits de douane sur l'acier inquiètent le secteur des machines-outils

Lors du *Maschinenbau-Gipfel* 2025 (« Sommet de la construction mécanique ») du 16 septembre 2025, Bertram Kawlath, président de la VDMA (fédération allemande des machines-outils), a alerté sur un environnement des affaires « empoisonné » par la guerre commerciale dans le secteur. Le fait que les autorités américaines « révisent tous les quatre mois » la liste des produits soumis à des droits de douane additionnels sur l'acier et l'aluminium pose de sérieuses difficultés en matière de sécurité de planification. A tel point, que, selon lui, « certaines entreprises arrêtent leurs exportations ». Il appelle la Commission à obtenir une exemption pour l'Union européenne. Sur le plan politique, le chancelier F. Merz a indiqué que l'UE était sur la « bonne voie » pour parvenir à une solution sur les droits concernant l'acier et de l'aluminium. Il a également souligné que les Etats-Unis restaient dépendants de certaines exportations européennes, notamment en matière de software.

3. Le gouvernement allemand souhaite assouplir la loi nationale sur le devoir de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement

Comme annoncé dans le contrat de coalition, le Conseil des ministres a adopté, le 3 septembre, un projet de loi assouplissant la loi allemande sur le devoir de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement (LkSG). Ce projet prévoit d'exempter les entreprises des obligations de *reporting* et de limiter les

sanctions aux infractions les plus graves. Le gouvernement a toutefois précisé que les normes en matière de respect des droits humains ne seront pas abaissées. Le directeur général adjoint de la DIHK (chambre de commerce et d'industrie allemande) a regretté que le projet gouvernemental ne comporte pas de mesures d'allègement significatif supplémentaires pour l'économie, et a appelé à une suppression totale de la loi allemande en attendant l'entrée en vigueur de la directive européenne sur le devoir de vigilance (CS3D).

4. Transposition en droit allemand de la directive relative à la publication d'informations sur le développement durable par les entreprises (CSRD)

Le Conseil des ministres a adopté le 3 septembre un projet de loi visant à transposer en droit allemand la directive européenne relative à la publication d'informations sur le développement durable par les entreprises (CSRD), ainsi que certaines des dispositions de la directive «stop-the-clock». Ce projet fait suite au retard pris par l'Allemagne dans la transposition de la directive européenne, qui aurait dû être finalisée avant le 6 juillet 2024. Le texte a été transmis au Bundesrat le 5 septembre.

5. Sommet de la Fédération allemande de l'industrie chimique (VCI) : soutien du gouvernement allemand à l'industrie chimique et pharmaceutique

Le sommet annuel Chimie et Pharma du VCI s'est tenu à Berlin les 24 et 25 septembre 2025. Le président du VCI, M. Steilemann, a souligné la morosité du secteur après deux années de récession et l'urgence à agir. De son côté, F. Merz a réaffirmé – aux côtés des ministres fédéraux des Finances, de l'Économie et de la Recherche – le rôle clé des industries chimique et pharmaceutique pour une économie allemande innovante et

souveraine et a reconnu la gravité de leurs difficultés dans le contexte commercial et géopolitique actuel. Il a mis en avant les mesures déjà adoptées en matière de fiscalité, de coûts de l'énergie, de simplification et d'aide à la R&D et annoncé la publication prochaine d'un Plan Chimie 2045 et la révision de la stratégie pharmaceutique nationale de 2023. La branche salue ce diagnostic partagé mais réclame des mesures rapides pour réduire durablement les coûts de l'énergie, alléger la charge bureaucratique et soutenir la compétitivité et l'innovation.

6. Ursula von der Leyen discute de la compétitivité européenne avec les fédérations économiques allemandes

U. von der Leyen a rencontré le 18 septembre 2025 à Berlin les présidents des quatre grandes fédérations économiques allemandes : la Fédération allemande de l'industrie (BDI), la Fédération allemande des employeurs (BDA), la Chambre allemande de commerce et d'industrie (DIHK) et la Fédération allemande de l'artisanat (ZDH). La veille, ces dernières avaient diffusé un communiqué appelant à un agenda européen de compétitivité autour de cinq priorités : un allègement rapide de la bureaucratie, une énergie abordable, une mobilité accrue des travailleurs, de nouveaux accords commerciaux et des mesures pour préserver le Mittelstand. La présidente de la Commission a, pour sa part, défendu son action via notamment le *Clean Industrial Deal*, un projet de cadre financier pluriannuel intégrant un fonds dédié de 410 Mds€, des simplifications réglementaires sur la CS3D et la CSRD ainsi que l'accord limitant à 15 % les droits de douane américains sur les exportations européennes.

7. L'IAA Mobility 2025 à Munich

L'IAA Mobility 2025, plus grand salon automobile européen, s'est tenu à Munich du 9 au 14 septembre avec 500 000

visiteurs et 750 exposants de 37 pays. L'événement a mis en avant l'électrification du secteur avec le Mercedes-Benz EQ GLC et le BMW iX3, soulignant le rôle de l'Europe dans la mobilité durable. Le chancelier allemand Friedrich Merz a ouvert le salon, appelant à une transformation proactive de l'industrie et annonçant un sommet pour traiter tensions commerciales et concurrence internationale. Des débats sur les réglementations européennes et la flexibilité nécessaire pour la compétitivité allemande ont eu lieu. La France, via le Pavillon France de Business France, a présenté l'excellence en mobilité durable avec Aladin Innovation, C-Inertia et Purflux Group, et les Conseillers du Commerce Extérieur ont organisé un débat sur « l'industrie automobile européenne face au protectionnisme et aux enjeux climatiques » avec BMW, Valeo, OP Mobility et Toyota.

8. Congrès annuel des filiales françaises

La 10^{ème} Congrès annuel des filiales françaises en Allemagne s'est tenu le 10 septembre à Düsseldorf. Organisé depuis 2014 par la société Vif ainsi que Business France, ce Congrès témoigne de l'étroitesse et de la diversité des liens économiques qui unissent nos deux pays, à la mesure de la diversité des 5700 filiales françaises en Allemagne (dont 1000 en NRW), qui emploient 400 000 personnes Outre-Rhin dont près de 100 000 en NRW. 150 directeurs ont participé, soit le double de l'an passé, et tous les acteurs de la diplomatie économique française en Allemagne ont coopéré pour donner une visibilité renouvelée de la France dans ce Land, 1^{er} du pays en termes de population et de PIB, lors d'une journée économique française qui a regroupé plusieurs événements connexes, comme celui des French Tech Awards (voir infra), et l'inauguration du Campus-Euref où les entreprises Schneider Electric et Spie viennent d'installer des bureaux de recherche et développement. Le Congrès est également soutenu par le Comité allemand des Conseillers du Commerce Extérieur de la France.

Numérique & Innovation

1. OpenAI et SAP annoncent un partenariat pour introduire ChatGPT dans l'administration allemande à partir de 2026

Avec ce partenariat, SAP souhaite donner à l'administration allemande la possibilité d'intégrer ChatGPT ainsi que d'autres modèles d'OpenAI dans leurs applications afin d'offrir un meilleur service aux citoyens ou d'améliorer le traitement interne des informations. SAP explique qu'il est prévu que la technologie OpenAI soit exploitée dans le cloud de SAP (opéré sur une technologie Microsoft), Delos Cloud, garantissant ainsi un « environnement sécurisé ». L'Office fédéral allemand pour la sécurité informatique (BSI) certifie actuellement Delos Cloud pour une utilisation dans l'administration publique prévue dès 2026. SAP prévoit en outre d'étendre la capacité de calcul du Delos Cloud à 4 000 processeurs graphiques (GPU). En parallèle, la Commission européenne a ouvert une enquête de concurrence à l'encontre de SAP, soupçonné d'abus de position dominante dans les services de maintenance et de support de ses installations logicielles.

2. N8n : nouvelle licorne allemande de l'IA

La start-up berlinoise n8n, spécialisée dans l'automatisation de tâches répétitives grâce à l'IA, a atteint une valorisation de 2,4M€ suite à un nouveau tour de financement en série C mené par la société de capital-risque Accel. N8n connaît ainsi une croissance fulgurante, passant d'une valorisation à 300M€ suite à un tour de financement en série B en mars, à une valorisation de plus de 2Md€ en quelques mois. La startup rejoint ainsi DeepL et Parloa parmi les rares licornes allemandes de l'IA.

3. Boom des startups allemandes dans le secteur de la défense

Depuis 2022, un nombre croissant de start-up allemandes se tournent vers le secteur de la défense. Certaines, comme Circus Group (robots de cuisine industrielle autonomes), développent des solutions spécifiquement pour la Bundeswehr, tandis que d'autres, telles Stark (drones), Fernride (camions autonomes) ou Vay (voitures télécommandées), explorent des applications militaires en complément de leurs activités civiles, dans une approche de recherche « dual use ». Le marché est en forte croissance. En 2023, les États de l'UE ont prévu une hausse de 23 % de leurs investissements en armement, atteignant 130 Mrd d'euros, soit un tiers des dépenses de défense, un niveau record. Le secteur présente cependant des contraintes spécifiques comme des cycles de vente longs, des certifications strictes, des règles de confidentialité et de contrôle des exportations. Selon Startupdetector, le nombre de créations de start-up de défense a déjà dépassé en septembre 2023 le total annuel des années précédentes.

plus de 30 startups ont candidaté et 5 ont été récompensées pour leurs réussites franco-allemandes. Rosi dans la catégorie GreenTech, PAIRE en DeepTech, Planity en BeautyTech, XAnge dans la catégorie investisseur et Electra a reçu le prix coup de cœur du Jury, tandis que Céline Bayer, CTO de Lemonway, a été récompensée en tant que « best woman in Tech ».

4. La French Tech Germany Awards Ceremony à Düsseldorf

L'évènement annuel de la French Tech en Allemagne, cette cérémonie de remise de prix à des startups et personnalités de la tech française en Allemagne s'est tenue à Düsseldorf le 10 septembre. Autour de l'Ambassadeur François Delattre et de Lucie Finet, Directrice adjointe de la Mission French Tech,

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme Brouillet

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Thomas GOIJAT-GOUTTEQUILLET, Simon HENNO, Manuela SACCOMANO

Relecteurs : Bertrand LE TALLEC, Frederic MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr